

Portant modification de l'Acte Additionnel N° 01/01-CEMAC-046-CE-03 du 08 décembre 2001 portant modification de l'Acte Additionnel N° 03/00-CEMAC-046-CE-05-du 14 décembre 2000 instituant un mécanisme autonome de financement de la Communauté.-



LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT

VU le Traité instituant la Communauté Economique de Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et les textes subséquents ;

VU la Convention régissant l'Union Economique de L'Afrique Centrale (UEAC) ;

VU l'Acte n° 2/93/UDEAC-573-CD-SE1 du 21 Juin 1993 portant adoption d'un système de ressources permanentes de l'Union et ses textes d'application ;

VU le Règlement n° 10/99/UEAC-023-CM-02 du 18 Août 1999 portant mise en place du Fonds de Développement de la Communauté ;

VU l'Acte Additionnel n° 03/00/CEMAC-046-CE-03 du 14 Décembre 2000, instituant un mécanisme autonome de financement de la Communauté et l'ensemble des textes modificatifs subséquents ;

VU l'Acte Additionnel n° 04/04/CEMAC-046 du 28 Janvier 2004 portant recouvrement des recettes collectées au titre de la taxe communautaire d'intégration (TCI) ;

VU l'Acte Additionnel n° 02/CEMAC du 20 Février 2009 portant disponibilité intégrale de la taxe communautaire d'intégration (TCI) et recouvrement des arriérés de ladite taxe ;

VU l'Acte Additionnel n° 01/CEMAC-CCE/10 du 17 Janvier 2010 portant adoption du Programme Economique régional (PER) et création du fonds Emergence de la CEMAC.

CONSIDERANT la nécessité de consolider les acquis et de mobiliser des ressources plus substantielles pour la réalisation des objectifs de la Communauté ;

SUR proposition de la Commission de la CEMAC ;

APRES avis du Conseil des Ministres

En sa séance du 25 JUIL. 2012

ADOPTÉ

L'Acte Additionnel dont la teneur suit :

Article 1er : En renforcement du mécanisme actuel de financement de la Communauté, il est institué une taxe communautaire d'intégration (TCI).

La TCI est une taxe d'affectation spéciale, instituée dans tous les Etats membres aux fins de financement du processus d'intégration régionale. Elle fait partie intégrante du tarif des Douanes de la CEMAC.

Article 2 : Champ d'application matériel de la TCI

La TCI s'applique aux importations des Etats membres de produits originaires des pays tiers, mis à la consommation.

Article 3 : Exonérations

Sont exonérés de la TCI :

- Les effets personnels des voyageurs régulièrement admis en franchise des droits et taxes d'entrée dans les Etats membres ;
- Les aides et dons à caractère alimentaire, médical ou paramédical, destinés à l'Etat ou aux œuvres humanitaires, de caractère national.
- Les produits pharmaceutiques, ainsi que les matériels et équipements à usage médical, destinés à la médecine humaine ou vétérinaire importés par les centres et institutions appropriés;
- Les matériels et fournitures à usage scolaire ou universitaire admis en franchise des droits et taxes;
- Les matériels, équipements et fournitures admis en franchise des droits et taxes, importés par les Centres et Institutions de recherche scientifique et technique, agréés ou reconnus comme tels ;
- Les matériels et matériaux acquis sur financements extérieurs sous réserve d'une clause expresse exonératoire de tout prélèvement fiscal ou parafiscal ;
- Les biens sous sujétion douanière, détruits, avariés ou abandonnés sans valeur résiduelle ;

- Les matériels importés en exonération par les entreprises du secteur pétrolier bénéficiaires d'un régime fiscal et douanier stabilisé, en cours à la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions ;
- Les marchandises en transit ;
- Les marchandises placées sous le régime de l'entrepôt de stockage ;
- Les marchandises placées en admission temporaire normale ;
- Les produits originaires de pays tiers régulièrement mis à la consommation après acquittement des droits et taxes dans un Etat dit de prime abord, et réexpédiées dans un autre Etat membre ;
- Les marchandises originaires d'un Etat membre et de retour sans avoir subi de transformation ;
- Les biens bénéficiant de franchises diplomatiques.
-

Article 4 : Base imposable

La TCI est liquidée sur la valeur en douane.

Article 5 : Taux de liquidation

Le taux de la TCI est de 1% de la valeur imposable. Il pourra être modifié à la hausse ou à la baisse par Règlement du Conseil des Ministres.

Article 6 : Compétences Administratives

L'assiette, la liquidation de la TCI ainsi que la collecte des titres de paiement sont de la compétence exclusive des Administrations Nationales des Douanes des Etats membres.

A cet effet, lesdites Administrations tiennent une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par elles au titre de la TCI, et en assurent la conservation des pièces justificatives, aux mêmes conditions que pour les droits et taxes d'Etat liquidés au cordon douanier.

Article 7 : Suretés et privilèges

Les suretés et privilèges accordés aux Trésors Nationaux en matière de recouvrement des créances fiscales de l'Etat sont étendus aux droits régulièrement liquidés au titre de la TCI.

Article 8 : Mise à disposition et affectation des ressources

Les titres de paiement de la TCI sont déposés quotidiennement pour encaissement par les Agences Nationales de la BEAC.

Article 9 : Les recettes annuelles de la TCI sont affectées :

- au paiement des contributions des Etats membres ;
- aux budgets de la Commission et des Organismes Spécialisés de l'UEAC, si leur statut n'en dispose pas autrement ;
- aux dotations du Fonds de développement ;
- et à toute autre action décidée par les Organes délibérants de la Communauté.

Article 10 : les budgets, dotations et autres allocations énumérés à l'article 9 ci-dessus sont fixés annuellement par le Conseil des Ministres :

- de manière égalitaire pour les budgets de la Commission, des Organismes Spécialisés et des Institutions ;
- sur la base d'un pourcentage correspondant à la part de chaque Etat membre dans les exportations intra-communautaires de produits classés en catégories 1, 2, 3 et 4 du tarif des Douanes pour le budget du Fonds de développement ;
- les modalités d'utilisation des ressources du Fonds ainsi que celles de son fonctionnement sont fixés par le Règlement n°01/01-CEMAC-046-CM-06 du 03 Août 2001 portant organisation et fonctionnement du Fonds de Développement.
-

Article 11 : Disponibilités des recettes

En application de l'Article premier de l'Acte additionnel n°02 /CEMAC du 20 Février 2009 portant disponibilité intégrale de la TCI et recouvrement immédiat des arriérés de ladite Taxe, les produits de la TCI recouvrés dans le cadre du mécanisme autonome de financement de la Communauté institué par le présent Acte additionnel, sont intégralement affectés à la Communauté.

Le principe de la disponibilité intégrale des produits de la TCI, prévu à l'alinéa premier du présent Article, prend effet à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Acte additionnel.

Article 12 : En application des dispositions de l'article 11 qui précède, l'Acte d'approbation du budget, signé par le Président du Conseil des Ministres, précise les contributions annuelles de chaque Etat, et est notifié par le Président de la Commission au Ministre des Finances et au Gouverneur de la BEAC pour suivi.

En dernier recours, le recouvrement se fait, conformément à l'article 51 du Traité révisé par débit automatique du compte du Trésor de l'Etat concerné par la BEAC.

Article 13 : Contrôle et traitement du contentieux

Les règles, les procédures et les compétences définies dans chaque Etat membre en matière de contrôle et de traitement du contentieux des droits d'entrée sont applicables aux opérations d'assiette, de liquidation et de recouvrement de la TCI.

Le Conseil des Ministres fixera, en temps opportun, les niveaux en pourcentage d'excédents et de déficits à partir desquels il sera procédé à un ajustement de l'assiette ou du taux de la TCI.

Article 14 : Les éventuels litiges entre les Administrations Fiscales Nationales et les Opérateurs Economiques redevables portant sur l'assiette, la liquidation et le recouvrement de la TCI sont de la compétence exclusive des juridictions nationales.

Article 15 : Les infractions relatives à la TCI sont constatées, poursuivies et réprimées en matière de douane.

Article 16 : En cas d'action en justice, les intérêts de la Communauté sont représentés et défendus par les Administrations Fiscales Nationales. Les jugements et arrêts sont opposables à la Commission, au prorata de sa part dans les montants en litige.

Article 17 : La Commission dispose d'un droit de regard sur toutes les opérations effectuées par les Administrations Fiscales Nationales au titre de la TCI. Elle procède par recoupement avec les livres comptables desdites Administrations au constat :

- de l'évolution de la base imposable ;
- du montant des droits liquidés ;
- des montants recouverts ;
- des virements ou versements des recettes dans les comptes de la CEMAC
- du respect par les Etats membres des règles édictées par le présent Acte Additionnel.

Article 18 : La Commission soumet annuellement aux Organes délibérants de la Communauté un rapport détaillé des résultats enregistrés. Elle propose le cas échéant toutes les modifications jugées par elle nécessaires ou demandées par l'un quelconque des Etats membres.

Article 19 : Les Etats membres notifient à la Commission les copies ou extraits des textes nationaux d'application de la TCI.

Article 20 : Les litiges entre Etats membres, ou entre la Commission et un ou plusieurs Etats membres sur l'interprétation ou les modalités d'application du présent Acte Additionnel sont de la compétence de la Cour de Justice de la Communauté.

Article 21 : Le présent Acte Additionnel abroge et remplace l'Acte n°01/01-CEMAC-046-CM-03 du 08 Décembre 2001 portant modification de l'Acte Additionnel n°03/00-CEMAC-046-CM-05 du 14 Décembre 2000.

Article 22 : Le présent Acte Additionnel qui entre en vigueur à la date de sa signature, sera publié au Bulletin Officiel de la Communauté et, à la diligence des Autorités Nationales, au Journal Officiel de chaque Etat membre./-

BRAZZAVILLE, le 25 JUIL. 2012

LE PRESIDENT,



Denis SASSOU N'GUESSO